

# INTRODUCTION

Jean-Paul Chagnollaud

Le projet euro-méditerranéen est né il y a cinq ans à Barcelone. A l'époque, il avait suscité beaucoup d'espoirs parce que, pour la première fois, l'Union européenne et tous les pays riverains de la Méditerranée (à l'exception de la Libye) se sont efforcés de penser les termes d'une stratégie de long terme pour l'ensemble de la région. Cette conférence marquait donc un tournant *a priori* décisif par rapport à tout ce qui avait pu se faire auparavant : il ne s'agissait plus d'aborder — le plus souvent de manière bilatérale — une question particulière, aussi importante soit-elle, mais bien de tenter une approche globale des principaux problèmes concernant les sociétés méditerranéennes. Le processus de Barcelone avait ainsi pour ambition de créer une zone de paix et de stabilité reposant sur des principes fondamentaux tels que le respect des droits de l'Homme et de la démocratie, de construire un espace de prospérité partagée par l'instauration progressive et régulée du libre-échange et de contribuer à une meilleure compréhension mutuelle des peuples de la région, notamment en encourageant les sociétés civiles à multiplier les échanges et les initiatives.

Autant dire que ce processus, malgré un certain nombre d'ambiguïtés, pouvait apparaître comme un projet politique de grande envergure à la mesure des défis que cette région devait affronter.

Cinq ans après, force est de constater que le bilan est très décevant dans tous les domaines. La conférence de Marseille, qui doit s'ouvrir dans la deuxième quinzaine de novembre (2000), devra donc faire face à de multiples chantiers particulièrement délicats pour relancer de manière forte et crédible ce processus dont chacun s'accorde à dire l'importance vitale pour le développement de la région dans les années à venir.

Les raisons de cet enlisement — explorées en détail dans ce dossier qui réunit des spécialistes de disciplines et d'horizons divers — sont évidemment multiples et complexes. Le fait même que ce projet tende à être global pour concerner vingt-sept Etats et leurs sociétés civiles suffit déjà à se faire une idée de l'extrême complexité de sa mise en

œuvre que ce soit dans le domaine politique, économique ou culturel. Parmi les multiples conditions nécessaires à sa construction, il fallait à la fois une forte détermination politique et un environnement régional stabilisé sinon vraiment pacifié.

Or on peut s'interroger sur la détermination politique des Européens comme sur celle de chacun des autres partenaires méditerranéens. Comme sur presque tous les sujets de politique extérieure, les Quinze ont le plus grand mal à vouloir ensemble et plus encore à agir de concert. Ils ajustent leurs positions en prenant bien soin ensuite de gérer les orientations arrêtées en commun au mieux de leurs intérêts nationaux forcément contradictoires. Entre la France ou l'Espagne d'un côté et l'Allemagne ou le Royaume Uni de l'autre, il y a d'évidentes oppositions qui correspondent à des visions stratégiques profondément différentes. Quant aux autres partenaires méditerranéens, ils ont aussi chacun leurs priorités qui peuvent être bien éloignées des objectifs affichés et pourtant acceptés du processus de Barcelone.

En ce qui concerne l'environnement régional, on a cru, en 1995, que les Accords d'Oslo de 1993 allaient ouvrir la voie à une juste et durable solution d'un conflit qui, tant qu'il persistait, empêchait tout projet de création d'une zone de paix et de prospérité dans la région. On a depuis déchanté et au moment où ces lignes sont écrites (début septembre 2000) l'espoir d'une solution paraît bien faible même si un accord semble encore possible dans les semaines à venir.

La conférence de Marseille s'annonce donc pleine de pièges et de difficultés. Les politiques qui vont y participer au plus haut niveau se doivent de tout faire pour insuffler une nouvelle dynamique au projet euro-méditerranéen. Ils n'y parviendront que s'ils prennent aussi en compte les multiples propositions élaborées par les représentants des sociétés civiles sans l'active participation desquelles ce projet n'aura pas d'avenir. C'est avec elles qu'il faut le réinventer.